

(N° 427)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUILLET 1924.

Proposition de loi réglant la fixation du revenu cadastral des terres défrichées.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

En Belgique les terres meubles occupent une superficie d'environ 100,000 hectares.

On ne comprendrait guère l'attitude de ceux qui n'applaudiraient à tous les efforts que l'on tenterait pour rendre productifs le plus grand nombre d'hectares possible.

En effet, d'une part, nous manquons de vivres. Il est suffisamment prouvé, et on ne pourrait assez le répéter, que chaque augmentation de la production agricole exerce une influence heureuse sur notre balance commerciale, et partant sur la valeur de notre monnaie nationale et le coût de la vie.

D'autre part, la pénurie d'exploitations agricoles se fait de plus en plus pressante.

De plus, bien des familles d'agriculteurs exploitent des fermes trop peu importantes, ne pouvant procurer à tous les membres des occupations lucratives.

Sans doute, y a-t-il en certaines régions la bruyère qui attend la main-d'œuvre. Il ne suffit cependant pas de celle-ci, il faut en outre des capitaux. Mais l'exploitation est déficitaire au début. Le particulier ne peut donc l'entreprendre sans le secours financier de la communauté. Il y a lieu de l'encourager par des mesures d'ordre pratique.

L'exonération des impôts, ou du moins la fixité de leur montant pendant un nombre déterminé d'années, constitue un stimulant qu'on aurait tort de négliger.

Aussi la loi du 5 mars 1847 stipulait-elle en son article 12 :

« Par extension à l'article 112 de la loi du 3 frimaire an VII, la cotisation des terres vaines et vagues depuis quinze ans qui seront mises en culture, autres que celles désignées dans les articles 113 et 114 de la même loi,

ne pourra être augmentée pendant les vingt premières années après le défrichement ⁽¹⁾. »

A l'article 13 : « Tous bâtiments et habitations nouvellement construits sur des terres vaines et vagues, appartenant aux communes, ne seront point soumis à la contribution foncière durant les quinze premières années à compter de l'époque de leur construction ; la même exemption sera accordée aux possesseurs de terres vaines et vagues, ayant appartenu aux communes et dont l'aliénation aura lieu postérieurement à la présente loi. »

Si les articles ont été abrogés dans la suite, il n'en est pas moins vrai que la « Commission de la mise en valeur des terres incultes », instituée par le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics, émettait, en 1913, un avis nettement favorable à leur remise en vigueur.

Voici, en effet, comment s'exprime la Commission dans le rapport reproduit aux « Rapports et Communications », n° 6, 1913, page 20, publié par le Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics, office rural :

« Parmi les moyens employés par les Gouvernements voisins pour obtenir le défrichement plus rapide des terres incultes, il convient de signaler que le Gouvernement de la Hollande exonère de l'impôt foncier, pendant vingt-huit ans, toutes les terres défrichées.

» La Commission estime, qu'en Belgique, on pourrait, même sous l'empire de la nouvelle péréquation cadastrale en projet, n'apporter aucun changement à la base actuelle de l'impôt foncier sur toutes les terres défrichées, pendant une période d'au moins vingt ans. Cet avantage donnerait une satisfaction suffisante, sans aller jusqu'à l'exonération complète. »

Une Commission plus récente, notamment la « Commission nationale de la production agricole », instituée par le Ministre de l'Agriculture, en 1923, a émis un vœu qu'il vaut la peine de signaler en cet endroit :

« La (5^e Section) recommande vivement à M. le Ministre de l'Agriculture de favoriser le plus largement possible, la mise en valeur des terres incultes disponibles, appartenant aux pouvoirs publics et aux particuliers ».

Notons enfin que la Hollande n'a pas hésité à accorder, dès 1870, l'exonération de la contribution foncière pour la plus-value des terres défrichées et ce durant vingt-huit ans à partir de leur défrichement. (Art. 34 der wet van 20 Mei 1870, *Staatsblad*, 82.)

(1) 3 frimaire an VII :

« ART. 113. — La cotisation des terres en friche depuis dix ans, qui seront plantées ou semées en bois, ne pourra être augmentée pendant les trente premières années du semis ou de la plantation.

» ART. 114. — La cotisation des terres vaines et vagues ou en friche depuis quinze ans, qui seront plantées en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers, ne pourra être augmentée pendant les vingt premières années de la plantation. »

(Loi relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière.)

* * *

Aux points de vue économique et social des faveurs fiscales aux terres défrichées se justifient pleinement.

Dès lors, nous avons recherché la forme la plus adéquate de ces faveurs. Nous croyons ne pas devoir nous écarter sensiblement des dispositions admises par le législateur en 1847.

Notre proposition vise donc, non à l'exemption totale, mais à l'exonération de la plus-value acquise par les terres défrichées et ce pendant les vingt années qui suivent le défrichement.

Nous ne croyons pas utile de traiter ici du régime fiscal auquel il convient de soumettre les bâtiments nouvellement construits sur des terres défrichées, parce qu'on peut considérer cette question comme résolue par le projet de loi déposé le 27 mars dernier par nos honorables collègues MM. Tibbaut et consorts et tendant à favoriser la construction de nouvelles habitations, par l'exemption temporaire de l'impôt foncier.

N'y a-t-il pas, au point de vue fiscal, d'objections à faire contre la faveur que nous proposons?

Sans doute, la proposition étant admise, les terres défrichées ne paieront pas plus d'impôts fonciers qu'avant leur défrichement. Aux caisses publiques échapperont les augmentations d'impôts qu'on eut pu prélever sur les terres qui auraient été défrichées sans le stimulant d'un régime fiscal particulier, mais aucune dépense n'est demandée à l'État : il n'y a là qu'un manque à gagner, un *lucrum cessans*, et il ne sera que temporaire. N'oublions pas, du reste, que la collectivité s'enrichit, que la fortune nationale s'en trouve augmentée.

Il y a cependant une difficulté d'ordre pratique. Quel sera notamment le régime s'appliquant aux terres récemment défrichées et dont le revenu cadastral a déjà été révisé et augmenté du fait du défrichement?

Faut-il enlever le bénéfice de la loi à ceux qui n'ont pas hésité, malgré les difficultés économiques, à mettre des terres en valeur? Ce ne serait ni logique, ni juste.

Faut-il leur faire ristourne des impôts payés, en proportion de la majoration du revenu cadastral, survenue depuis le défrichement? Ceci nécessiterait des travaux que nous ne désirons pas imposer aux fonctionnaires surchargés.

A notre avis, la solution la plus équitable, en même temps que la plus pratique, est d'appliquer le régime spécial, ici proposé, aux terres mises en culture depuis le 1^{er} janvier 1920 (date de la mise en vigueur de la loi réglant les impôts sur les revenus), la période de vingt ans prenant cours au 1^{er} janvier 1925.

* * *

Nous croyons avoir suffisamment démontré l'opportunité de la proposition que nous avons l'honneur de déposer.

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

4)

(N^o 427)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JULI 1924.

Wetsvoorstel tot het vaststellen van het kadastraal inkomen der ontgonnen gronden.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

In België, beslaan de onbebouwde gronden een oppervlakte van ongeveer 100.000 hectaren.

Men zou geënzins de houding kunnen begrijpen van diegenen welke niet al de pogingen zouden goedkeuren, die zouden aangewend worden om het grootst mogelijk getal hectaren productief te maken.

Inderdaad, eenerzijds, hebben wij gebrek aan levensmiddelen. Het is genoegzaam bewezen, en men kan het niet genoeg herhalen, dat iedere vermeerdering van de landbouwvoortbrengst een heilzamen invloed uitoefent op onze handelsbalans, en dienvolgens op de waarde van onze landsmunt en van de levensduurte.

Anderzijds, doet zich het gebrek aan landbouwondernemingen meer en meer gevoelen.

Daarenboven, zijn er talrijke landbouwersgezinnen die te weinig aanzienlijke pachthoeven in bedrijf hebben, welke niet aan al de leden winstgevende bezigheden kunnen verschaffen.

Ongetwijfeld, liggen er in sommige streken heidegronden die op de arbeiders wachten. Doch arbeiders is niet voldoende, er zijn daarenboven kapitalen noodig. In den beginne levert de ontginning het tegenovergestelde op van winst. De particulier kan dus dezelve niet ondernemen zonder den geldelijken steun van de gemeenschap. Hij moet aangemoedigd worden door practische maatregelen. De vrijstelling der belastingen, of ten minste de vastheid van hun bedrag gedurende een bepaald aantal jaren, is een aanprikkeling welke men ongelijk zou hebben te verwaarloozen.

Ook bepaalde de wet van 25 Maart 1847 het volgende in haar artikel 12 :

« Bij uitbreiding van artikel 112 der wet van 3 frimaire, jaar VII, kan de aanslag der sedert vijftien jaar onbebouwde gronden, andere dan die ver-

meld bij de artikelen 113 en 114 derzelfde wet, niet worden verhoogd binnen de eerste twintig jaar na de ontginning ⁽¹⁾. »

Bij artikel 13 : « Al de gebouwen en woningen nieuw gebouwd op onbebouwde gemeentegronden, worden niet aan de grondbelasting onderworpen gedurende de eerste vijftien jaar te rekenen van het tijdstip hunner oprichting; dezelfde vrijstelling wordt verleend aan de bezitters van onbebouwde gronden die behoord hebben aan de gemeenten en wier vervreemding zal geschieden op een lateren datum dan die dezer wet. »

Zoo de artikelen nadien werden ingetrokken, staat het niet minder vast dat de « Commissie voor de te waardemaking der onbebouwde gronden », ingesteld door den Minister van Landbouw en Openbare Werken, in 1913, een zuiver gunstig advies uitbracht omtrent hun wederinvoering.

Ziehier, inderdaad, hoe de Commissie zich uitdrukt in het verslag overgenomen in de « Rapports et Communications », n^o 6, 1913, bladz. 20, uitgegeven door het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken, landelijke dienst :

« Onder de middelen aangewend door de naburige Regeeringen om de snellere ontginning der onbebouwde gronden te bekomen, behoort het te doen aanmerken dat de Hollandsche Regeering al de ontgonnen gronden gedurende acht-en-twintig jaar van de grondbelasting vrijstelt.

» De Commissie is van gevoelen dat men, in België, zelfs onder het beheer der ontworpen nieuwe kadastrale indeeling, geen verandering zou kunnen toebrengen aan den huidige grondslag der grondbelasting op al de ontgonnen gronden, gedurende een tijdperk van ten minste twintig jaar. Dit voordeel zou genoegzame voldoening geven zonder tot volledige vrijstelling te gaan. »

Eene jongere Commissie, namelijk de « Nationale Commissie voor landbouwvoortbrengst », in 1923 ingesteld door den Minister van Landbouw, heeft een wensch uitgebracht, welke hier dient vermeld te worden :

« De (5^e Afdeling) verzoekt dringend den Minister van Landbouw, dat hij zoo ruim mogelijk den aanbouw zou bevorderen der beschikbare onbebouwde gronden, die aan de openbare machten en aan bijzonderen behooren ».

Wijzen wij er ten slotte op, dat Holland niet geaarzeld heeft, vanaf 1870 de vrijstelling van de grondbelasting te verleen voor de meerderwaarde der ontgonnen gronden en wel gedurende acht en twintig jaar te rekenen van het begin der ontginning (Art. 34 der wet van 20 Mei 1870, *Staatsblad*, n^o 82).

(1) 3 frimaire jaar VII :

Art. 113. — « De aanslag der sedert tien jaar braakliggende gronden, die in bosch zullen beplant of bezaaid zijn, kan niet worden verhoogd binnen de eerste dertig jaar der bezaaiing of der beplanting.

Art. 114. — » De aanslag der sedert vijftien jaar onbebouwde of braakliggende gronden, met wijnstokken, moerbezie- of andere fruitboomen beplant, kan niet worden verhoogd binnen de eerste twintig jaar der beplanting. »

(Wet betreffende den omslag, de zetting en de invordering van de grondbelasting.)

* * *

In economisch en sociaal opzicht worden de fiskale gunsten ten voordeele van de ontgonnen gronden ten volle gebillijkt.

Dienvolgens hebben wij naar den meest aanpasselijken vorm voor deze gunsten gezocht. Wij meenen niet ver te moeten afwijken van de bepalingen door den wetgever in 1847 aangenomen.

Ons voorstel doelt dus, niet op de geheele ontheffing, maar wel op de vrijstelling van de meerwaarde door de ontgonnen gronden verworven, en wel gedurende twintig jaren na den aanvang der ontginning.

Wij aanzien het als overbodig, hier te handelen over de fiskale regeling waaraan de nieuwe gebouwen op ontgonnen gronden onderhevig zijn, omdat dit vraagstuk als opgelost kan worden beschouwd door het wetsvoorstel, den 27^e Maart l.l. door onze achtbare collega's, de heeren Tibbaut c. s. ingediend, tot bevordering van den woningbouw door middel van de tijdelijke vrijstelling van de grondbelasting.

Bestaan er, in fiscaal opzicht, bezwaren tegen de door ons voorgestelde gunst?

Eenmaal het voorstel aangenomen, zullen ongetwijfeld de ontgonnen gronden niet meer grondbelasting betalen dan vóór de ontginning. 's Rijks kas zal de belasting-verhooging zien ontsnappen, welke men had kunnen heffen op de gronden die zouden ontgonnen zijn geweest zonder de aanmoediging van eene bijzondere fiskale regeling; doch geene enkele uitgave wordt van den Staat geëischt; 't is slechts een gebrek aan winst, een « *lucrum cessans* », dat bovendien slechts tijdelijk wezen zal. Laten wij, overigens, niet vergeten, dat de gemeenschap er door verrijkt wordt, 's lands vermogen vermeerderd.

Er bestaat echter een bezwaar van practische zijde. Welke regeling zal worden toegepast op de pas ontgonnen gronden, waarvan het kadastraal inkomen reeds werd herzien en wegens de ontginning verhoogd?

Moet men het voordeel der wet onttrekken aan hen die, trots de economische bezwaren, niet geaarzeld hebben gronden aan te bouwen? Dat ware logisch noch billijk.

Moet men de sommen terugkeeren, die wegens vermeerdering van het kadastraal inkomen sedert het begin der ontginning werden betaald? Dit zou aanzienlijk werk voor de reeds overlaste ambtenaren medebrengen.

Onzes dunks zou de meest billijke en meest practische oplossing bestaan in het toepassen van deze voorgestelde regeling op de gronden die sedert 1 Januari 1920 in aanbouw werden gelegd (datum van de inwerkingtreding der wet betreffende de belasting op het inkomen), de termijn van twintig jaar beginnende op 1 Januari 1925.

* * *

Wij meenen voldoende op het gepaste nut te hebben gewezen van het voorstel dat wij de eer hebben u voor te leggen.

R. DE KERCHOVE d'EXAERDE.

(4)

ANNEXE AU N° 427.

**Proposition de loi réglant la fixation
du revenu cadastral des terres
défrichées.**

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation aux articles, 4, 5, 6 et 8 des lois coordonnées du 29 octobre 1919, des 3 août et 30 décembre 1920, du 20 août 1921, des 26 juin, 12 et 16 juillet 1922, du 28 mars 1923 et du 28 février 1924, relatives aux impôts sur les revenus, le revenu cadastral des terres vaines et vagues, qui seront mises en culture, ne pourra être révisé pendant les vingt premières années après le défrichement.

ART. 2.

L'article 1^{er} est d'application aux terres défrichées avant l'entrée en vigueur de la présente loi et depuis le 1^{er} janvier 1920, la période de vingt ans prenant cours le 1^{er} janvier 1925.

BIJLAGE VAN N° 427.

**Wetsvoorstel tot het vaststellen van
het kadastraal inkomen der ont-
gonnen gronden.**

EERSTE ARTIKEL.

Bij afwijking van de artikelen 4, 5, 6 en 8 der samengeordende wetten van 29 October 1919, van 3 Augustus en 30 December 1920, van 20 Augustus 1921, van 26 Juni, 12 en 16 Juli 1922, van 28 Maart 1923 en van 28 Februari 1924, betreffende de belastingen op de inkomsten, kan het kadastraal inkomen van de onbebouwde gronden, die in aanbouw genomen worden, binnen de eerste twintig jaar na de ontginning, niet herzien worden.

ART. 2.

Artikel 1 is van toepassing op de gronden ontgonnen vóór het in werking treden dezer wet en sedert den 1^{en} Januari 1920, den termijn van twintig jaar aanvang nemende op 1^{en} Januari 1925.

**R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.
VERACHTERT.**